

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-039- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27	Membres présents en séance :
Présents: 42 Excusé(s) : 6 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4	Présents : (42) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.
Nombre de votants : 47	Excusé(s) : (6) Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND
Secrétaire de séance :	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET
M. Pierre-Yves DOUET,	Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT) - DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE DE LABELISATION DE NIVEAU 1 AUPRÈS DE LA DRAAF

L'article 39 de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF) introduit ainsi la notion de projets alimentaires territoriaux :

- L'article L°1 du III précise : « Les actions répondant aux objectifs du **programme national pour l'alimentation** et aux objectifs des **plans régionaux de l'agriculture durable**, définis à l'article L. 111-2-1 du présent code, peuvent prendre la forme de **projets alimentaires territoriaux**. Ces derniers visent à rapprocher les **producteurs**, les **transformateurs**, les **distributeurs**, les **collectivités territoriales** et les **consommateurs** et à **développer l'agriculture** sur les territoires et la **qualité de l'alimentation**. »
- « Art. L. 111-2-2. – Les projets alimentaires territoriaux mentionnés au III de l'article L. 1 sont **élaborés de manière concertée** avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondent à l'objectif de **structuration de l'économie agricole** et de mise en œuvre d'un **système alimentaire territorial**. Ils participent à la **consolidation de filières territorialisées** et au développement de la consommation de produits issus de **circuits courts**, en particulier relevant de la **production biologique**.

- « À l'initiative de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, des associations, des groupements d'intérêt économique et environnemental définis à l'article 915-1 des agriculteurs et d'autres acteurs du territoire, ils répondent aux objectifs définis dans le plan régional de l'agriculture durable et sont formalisés sous la forme d'un **contrat** entre les partenaires engagés.
- « Ils s'appuient sur un **diagnostic partagé de l'agriculture et de l'alimentation** sur le territoire et la **définition d'actions opérationnelles** visant la réalisation du projet.
- « Ils peuvent mobiliser des fonds publics et privés. Ils peuvent également générer leurs propres ressources. »

Dans la continuité des orientations fixées par le projet de territoire « Saumur Val de Loire 2028 » la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est engagée depuis novembre 2018 dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT). La collectivité est lauréate de l'appel à projet régional 2018 « Projets Alimentaires Territoriaux » DRAAF-Région-ADEME.

L'objectif du PAT est de mettre en œuvre des actions pour développer durablement les filières agricoles et alimentaires locales et structurer une offre alimentaire de proximité et de qualité accessible à tous les habitants du territoire.

Pour ce faire, un diagnostic alimentaire territorial a été réalisé et présenté en décembre 2020, à partir de la collecte et de l'analyse de données, d'entretiens avec 25 acteurs du système alimentaire, de réunions et temps d'échanges collectifs avec les acteurs et partenaires, et d'une consultation en ligne auprès des habitants. Quatre champs thématiques ont guidé ce diagnostic : économie territoriale et filières – environnement – accessibilité sociale – nutrition-santé. Les principaux enjeux issus du diagnostic sont les suivants :

- Développer et structurer des filières de production locales, en soutenant les outils de transformation
- Favoriser la reprise des exploitations et l'installation de nouveaux porteurs de projets
- Encourager des pratiques de production vertueuses et de qualité
- Gérer durablement les ressources en eau et adapter les productions au changement climatique
- Lutter contre le gaspillage alimentaire et développer l'économie circulaire
- Développer la visibilité des produits locaux et leur identification par les consommateurs
- Développer des outils logistiques adaptés à l'approvisionnement local pour les distributeurs
- Faciliter l'approvisionnement local dans la restauration collective et le recours à des produits de qualité en lien avec la loi EGalim
- Développer une politique de lutte contre la précarité alimentaire coordonnée et inclusive, qui garantisse l'accès à des produits locaux de qualité pour tous
- Sensibiliser les différents publics à une alimentation saine et équilibrée

La suite du projet consiste à élaborer collectivement une stratégie et un plan d'actions pluriannuel, partagé par les élus, les acteurs, les habitants et les partenaires locaux pour répondre à ces enjeux.

Dès les débuts du projet et tout au long de la démarche, une attention particulière a été portée à la coordination du PAT avec les autres politiques publiques territoriales portées par la collectivité : le PCAET, le CLS, la stratégie d'économie circulaire, le développement économique, l'urbanisme et l'aménagement du territoire... Le PAT s'inscrit donc dans un projet de territoire global, et répond localement aux objectifs nationaux et régionaux fixés dans le Programme National pour l'Alimentation (PNA), le Programme National Nutrition-Santé (PNNS), le Plan Régional d'Agriculture Durable (PRAD). Le PAT du Saumurois participe régulièrement aux rencontres inter-PAT des réseaux régionaux et nationaux de PAT (RnPAT p.ex) pour contribuer au partage d'expériences. Des échanges ont également lieu avec les territoires voisins porteurs de PAT (Loire Layon Aubance, Mauges Communauté, Angers Métropole). Le PAT Saumurois s'appuie sur une gouvernance territoriale transversale, qui associe en COPIL des élus issus de différentes Commissions de la collectivité (Agriculture, Industrie, Commerce et artisanat, Environnement, Cycle de l'Eau, Aménagement du territoire, politiques de solidarité, de santé et des familles), en COTECH des partenaires du territoire (Chambre d'agriculture, CCI, CMA, PNR, GABB Anjou) et différents acteurs socio-économiques locaux en lien avec les filières agricoles et alimentaires dans le Comité de concertation.

En parallèle, la mesure 13 du plan France Relance « partenariats Etat/Collectivité au service des projets alimentaires territoriaux » ouvre des financements dans le cadre de l'appel à candidature 2021 Etat-Région-ADEME « Renforcer la dynamique des projets alimentaires territoriaux et accompagner la mise en œuvre des actions sur les territoires ». Pour pouvoir y candidater ou permettre à un porteur de projet du territoire d'y prétendre, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire doit préalablement déposer un dossier de reconnaissance de son PAT auprès de la DRAAF. Cette reconnaissance permettra de donner plus de légitimité et de visibilité au PAT et fait l'objet d'une instruction par la DRAAF à partir de différents critères. Les porteurs de PAT peuvent prétendre à deux niveaux de labellisation:

- la reconnaissance de niveau 1, attribuée pour une période de trois ans non renouvelable pour les projets émergents ou en cours d'élaboration n'ayant pas encore arrêté leur plan d'actions
- la reconnaissance de niveau 2, attribuée pour une période de cinq ans renouvelable pour les projets dont le niveau d'avancement permet la mise en œuvre d'actions opérationnelles, pilotées par une instance de gouvernance établie

Accusé de réception en préfecture
015-200071878-2021-0467-2021-033-DB-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Des lettres de soutien à la demande de labellisation du PAT pour une reconnaissance de niveau 1 ont déjà été fournies par les partenaires du territoire : CCI, Chambre d'Agriculture, PNR, Val'Orise.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du Conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau et au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n° 2017/016 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire :

- **D'APPROUVER** la demande de labellisation du Projet Alimentaire Territorial de Saumur Val de Loire pour une reconnaissance de niveau 1

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer tout document à intervenir, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 47 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021


Jackie GOULET

Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	-------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »